

Convictions

Bulletin de l'Association
MichelROCARD.org



n° 25 - Décembre 2020

Il vous reste quatre jours pour faire un don ou payer votre cotisation à MichelRocard.org... et bénéficier dès janvier 2021 de la réduction fiscale qui s'y attache



Pour développer le site internet, organiser colloques et rencontres, diffuser cette newsletter, soutenir la recherche et entretenir la mémoire de Michel Rocard et de son action politique, notre association n'a pas d'autres moyens que les dons de ses adhérents. Elle ne perçoit aucune subvention publique. En faisant votre don - en cliquant sur le lien ci-après - avant le 31 décembre, vous nous aiderez à passer le cap difficile de l'année 2020 et vous pourrez dès janvier 2021 bénéficier de la réduction fiscale de 66 % qui s'y attache. **Il vous reste quatre jours. Nous comptons sur vous.**

Et nous vous souhaitons une bonne année 2021, en espérant voir se dissiper les menaces sanitaires, économiques, sociales et terroristes qui ont marqué l'année qui s'achève. Continuez à prendre soin de vous !

Échos

Lieux de mémoire

**J'apporte
mon soutien
financier à
l'association**

MichelROCARD.org

Paiement en ligne possible
 Vous recevrez un reçu fiscal
 (66% de crédit d'impôt)



La commune de Bulgnéville, chef-lieu de canton de 1500 habitants situé à proximité de Vittel et Contrexéville dans les Vosges, a décidé en novembre dernier de donner le nom de Michel Rocard à une voie desservant un lotissement en cours d'aménagement, à l'initiative de son maire, Christian Franqueville, ancien député des Vosges.

Hommage de Jean-François Grandbastien à Marie-Claude Vayssade



S'il est des clins d'œil du destin qui tracent les lignes de force d'une vie, alors la vie de Marie-Claude VAYSSADE n'y échappe pas.

Marie Claude est née un 8 août 1936 au tout début des premiers congés payés votés par le premier gouvernement de l'union de la gauche et dont profita son père ouvrier à sa naissance. Elle dira beaucoup plus tard lors d'une campagne électorale que la date avait forgé son goût de l'action pour les autres et en particulier auprès des ouvriers.

Cette prédisposition se manifesta alors qu'elle était étudiante et la fit militer au sein de l'action catholique et tout particulièrement à la Fédération Française des Étudiants Catholiques (FFEC).

Elle s'orienta tout naturellement vers des études de droit: une licence de droit et un diplôme d'études supérieures juridiques et politiques accompagnés d'un 3ème cycle à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Elle participe à la fondation de l'Institut du Travail de Nancy de 1967 à 1979 et en devint la sous-directrice et directrice du Centre d'Education Ouvrière. Il n'est guère de syndicalistes ouvriers, en Lorraine, qui ne conservent pas dans leurs souvenirs des années 1970, la mémoire de ses interventions brillantes et argumentées, concrètes et pédagogiques pour l'action syndicale. Excellente négociatrice, elle devenait ainsi, pour leur formation, l'interlocutrice directe des confédérations CGT, CFDT et FO.

Après 1968, elle participa à la création de la section locale du PSU aux côtés de François Borella lui même professeur de droit. Dès lors la voie était toute



Agenda

Colloque : Michel Rocard et la dimension territoriale de l'action publique

L'Association MichelRocard.org en partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès et la Caisse des dépôts et consignations organise le 12 février (10h-17h30) un colloque sur "Michel Rocard et la dimension territoriale de l'action publique". Celui-ci est prévu au Palais du Luxembourg. Si les conditions sanitaires le permettent à cette date et en fonction des protocoles d'accueil au Palais du Luxembourg, il se tiendra simultanément en présentiel (salle Médicis), mais avec une jauge limitée, et en visioconférence pour le public (sur inscription). Si une participation même limitée en présentiel n'était pas possible au Palais du Luxembourg, il se tiendrait en toute hypothèse en visioconférence pour le public.

Colloque : 1990 - Du ministère des PTT à La Poste et France Télécom : regards croisés sur une réforme emblématique

Le 25 juin, l'Association MichelRocard.org organise en partenariat avec le Comité pour l'histoire de la Poste, Orange et la Fondation Jean-Jaurès une journée d'étude sur la réforme des PTT élaborée sous le gouvernement Rocard en 1990. Ce colloque aura lieu au Palais-Bourbon.

tracée auprès de Michel Rocard. Elle entra à la Direction Politique Nationale (DPN) du PSU, participait aux Assises du Socialisme en octobre 1974 aux côtés de François Borella et de Jacques Chérèque, de la CFDT, et adhéra au Parti Socialiste. A Nancy, son militantisme la conduisit à créer avec d'autres militantes de différents horizons politiques, le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (le CIDFF).

Rocardienne dès l'origine, fidèle à son engagement, elle fut candidate socialiste à Vandoeuvre, une commune de la banlieue de Nancy. Sa dernière satisfaction fut la victoire de la gauche aux municipales de Nancy. Elle participa à tous les congrès socialistes depuis 1975 soutenant à chaque fois les motions présentées par Michel Rocard. On comprend alors que ce dernier ait fait appel à elle pour la positionner en neuvième place sur la liste socialiste conduite par François Mitterrand en 1979.

On sait qu'elle fit son premier mémoire de diplôme sur Victor Duruy, instigateur des premiers lycées de jeunes filles. Éluée députée jusqu'en 1996, à travers l'intergroupe et la commission économie sociale, son rôle fut déterminant dans l'avancée juridique que constitua la reconnaissance de l'égalité entre hommes et femmes comme droit fondamental.

Sa notoriété et sa compétence la conduisit à travers l'Europe aux côtés d'autres parlementaires à créer des structures qui firent avancer le droit des femmes. Jusqu'en 2002, elle présida la Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes (le CLEF) et la commission « Femme pour l'Europe ». Dans le domaine de l'économie sociale, en 1993, elle présenta un rapport sur les statuts européens des coopératives, des associations et des mutuelles.

Marie Claude avait des convictions fortes. Un jour revenant avec elle, dans le train entre Paris et Nancy et lui faisant part de mes difficultés en tant que coordinateur à placer les candidats sur la liste régionale de Lorraine respectant l'équilibre nécessaire entre hommes et femmes, elle me fit cette remarque : « Tu sais, Jean-François, dans un scrutin de liste, pour positionner une femme en position éligible il faut retirer un homme » ... c'était imparable.

Elle avait surtout l'Europe au cœur. Elle était née à Pierrepont dans le Pays Haut en Meurthe et Moselle, à quelques kilomètres de la frontière belge et luxembourgeoise, et d'un des grands cimetières nationaux français et allemands où furent enterrés de nombreux soldats de tous les pays d'Europe, tués lors de la bataille des frontières d'août 1914. Elle savait plus que quiconque ce qu'apportait la paix en Europe.

Elle est morte un 11 novembre 2020, cet armistice qui en 1918 sans apporter une paix durable contribua à porter en germe le besoin d'une Europe unie, à laquelle doit être associée modestement son nom. Le souvenir de Marie Claude Vayssade, et son engagement restera, en Lorraine et au-delà, comme un message de fidélité à gauche et à l'Europe.

Jean-François GRANDBASTIEN, Maire honoraire de Frouard (54)



Sur le site

Analyses : L'affaire du foulard vue par les historiens
Alain Bergounioux et Ismael Ferhat reviennent dans deux analyses sur l'affaire du foulard et la manière dont cet événement a été abordé par Michel Rocard et son gouvernement.

Visitez le site

MichelROCARD.org

SUIVEZ-NOUS



Parcours rocardien

Mes années Rocard, par Scarlett Wilson-Courvoisier



Mes années Rocard ! Encore aujourd'hui, elles demeurent le socle sur lequel je m'appuie pour tenter de comprendre ce « Mad Max World » dans lequel nous sommes tous projetés et « ballotés ». En même temps, si le « monde d'avant » se révélait déjà incertain, il y avait tout de même l'espérance de construire un autre monde plus juste et généreux. Les idées, réflexions, arguments circulaient librement et se confrontaient au travers de nombreux débats politiques et sociétaux.

En débarquant à 29 ans, début 1976, au QG de Michel Rocard, 220, boulevard Raspail, je ne mesurais pas encore toute ma chance. J'y ai découvert et appris le monde politique, syndical, journalistique, les liens inconnus ou invisibles entre personnes de divers horizons, la force du militantisme, le travail en équipe, le côté magique et ô combien efficace des réseaux et du réseautage, bref un apprentissage permanent, stimulant et exigeant. Deux ans auparavant, Michel Rocard avait quitté le PSU pour adhérer au PS. Il était Secrétaire national au service public au PS et, en 1977, il serait élu maire de Conflans-Sainte-Honorine, puis en 1978, député de la 3ème circonscription des Yvelines. C'est précisément dans les Yvelines en 1969 à un meeting pour les futures présidentielles que j'ai vu et

entendu pour la première fois Michel Rocard. L'homme me parut singulier et si différent de tous les autres politiciens ! J'ignorais alors que j'allais travailler à ses côtés pendant des années !

D'humeur toujours égale, l'œil facétieux le plus souvent, le chef arrivait le matin avec un grand cartable en cuir noir bourré jusqu'à la gueule de notes, documents, articles divers et la journée commençait par une longue liste d'appels téléphoniques qu'il me livrait dans le désordre (à moi de saisir le puzzle et de les mettre en bon ordre d'appel), à moi d'organiser ensuite son emploi du temps ; ce n'était jamais une mince affaire surtout lorsqu'il s'agissait de décourager une demande inopportune. Rocard me soufflait alors que c'était l'anniversaire de sa mère. En riant, je lui faisais remarquer qu'on finirait par s'en apercevoir... après l'utilisation de ce même prétexte une bonne dizaine de fois dans les mois qui avaient précédé.

Il ne sortait de son bureau que pour accueillir ses très nombreux visiteurs, aller s'acheter des clopes, ou participer aux réunions hebdomadaires avec la quinzaine de très proches collaborateurs, tous remarquables, qui l'alimentaient en permanence de notes d'idées et d'analyses. C'était joyeux et dense. En temps normal, les « 35 heures » se faisaient sur 2 jours et demi. Par temps de convention nationale, de congrès du PS, c'était sans fin car la préparation des interventions et discours faisait toujours l'objet de longues discussions autour de la table. Les journalistes les plus en vue commençaient à s'intéresser sérieusement à l'homme politique qui « montait » dans les sondages d'opinion. D'éminentes « personnalités politiques » rejoignaient de plus en plus l'équipe permanente. L'intérêt du public grandissait lui aussi au fil des mois. Le rocardisme prospérant et Michel Rocard devenant de plus en plus « présidentiable », il fallut des locaux plus adaptés à la nouvelle situation. C'est ainsi que nous emménageâmes au 98, rue de l'Université à deux pas du PS, ayant lui aussi déménagé de la Place du Palais Bourbon à la rue de Solférino. Depuis les Congrès de Nantes en 1977 où il prononça son discours sur les deux cultures politiques (mon premier Congrès du PS) et celui de Metz au cours duquel il intervint sur la crise de la pensée socialiste (1979), je découvris les grand's messes, la liturgie, les beaux discours des rassemblements militants mais aussi les trésors de bêtise, de mesquinerie et de haine développés par bon nombre des camarades du Parti à son égard.

Ce qui m'impressionna le plus chez Michel Rocard : une hauteur de vue et une qualité de pensée que je n'avais jamais eu la chance d'approcher auparavant. En outre, il pensait à la vitesse de l'éclair et il embrassait toute question, toute problématique dans sa complexité entière ; il fallait, à mon poste, agir et réagir en conséquence. « Faire tourner la boutique », « trimer côté cuisine pour notre travail en commun » comme il est écrit dans la dédicace de son « Parler vrai » paru en 1979 ne suffisaient pas : il fallait simultanément « protéger, flairer, sentir, piger, ... » instantanément et en permanence toute situation, tout élément de contexte, toute attitude et tout timbre de voix changeant....

Il y avait aussi la coordination des secrétariats en Mairie de Conflans (Jacqueline Dussautoire) et à l'Assemblée nationale (Andrée Vauban) à assurer ; il y avait les réseaux en régions à « alimenter » en argumentaires et informations actualisées, les consignes à faire passer, les réactions et messages à recevoir et transmettre à Rocard, les réunions (avec restauration) sur place à organiser, les meetings à monter (Michel était l'orateur du PS

le plus apprécié donc le plus demandé par les fédérations régionales).

C'est ainsi que je me souviens de son déplacement en Aveyron sur le plateau du Larzac fin des années 70 où je l'accompagnais dans un petit avion terriblement bruyant pour aller soutenir les militants dans le cadre de la lutte des travailleurs paysans contre l'extension du camp militaire. Arrivés dans une grande salle froide, genre hangar, l'accueil fut d'abord réservé et attentiste puis au fur et à mesure que Michel Rocard expliquait, développait ses arguments, les gens devinrent de plus en plus intéressés puis enthousiastes ; ce fut un beau meeting. Comme toujours, il s'adressait à l'intelligence et au cœur des personnes pour les convaincre. Nous repartîmes le soir vers Paris, un panier d'osier plein de victuailles et de bon vin préparé par des camarades. Il était heureux comme dans la plupart des déplacements que j'ai eu l'occasion de faire avec lui. L'équipe du « shadow cabinet » proprement dite était restreinte : 3 puis 5 permanents. En ces temps paléolithiques, les ordinateurs, les Iphones, etc...n'existaient pas, et, « sans être connectés », on communiquait très bien et très vite entre collaborateurs énergisés par la confiance que Rocard nous manifestait, le travail collectif à l'œuvre et les mêmes objectifs à atteindre. C'était une période passionnante, délicate, cruciale en vue des prochaines élections présidentielles et de la nomination du candidat du PS.

A côté des missions ordinaires, il y avait les missions spéciales et les missions impossibles. J'étais souvent « réquisitionnée » pour ces dernières. Ainsi pour la création des Clubs Convaincre en 1985. Rocard recevait de plus en plus de courriers émanant de citoyen-nes hors PS qui lui manifestaient leur sympathie, leur adhésion pour ses idées et sa manière de faire de la politique. Il fallait les rassembler dans l'hypothèse d'une candidature. Rocard venait d'annoncer la création de ces Clubs un peu vite et il fallait d'urgence leur donner une vie concrète. On me demanda d'agir. Je fis des statuts types pour les futurs clubs à créer partout en France puis relisant plusieurs centaines de lettres de soutien, j'en déduisais les thèmes principaux qui pourraient constituer les axes de travail et de réflexion de ces clubs. Sur Paris, j'expérimentai la création du Club Convaincre, créai des groupes de réflexions et en fut présidente les trois premières années... Bientôt mes camarades Bernard Poignant et Gérard Lindeperg se retrouvèrent au QG responsables de l'animation du réseau. Stéphane Hessel fit partie des personnalités qui présidaient à leur développement.

Ainsi, Claude Evin, shadow directeur de Cabinet, me demanda d'organiser pour un début janvier un dîner de plus de 1000 personnes afin de réunir les partisans et soutiens de Rocard. Il me téléphona à la mi-décembre ! Une équipe fut montée en un clin d'œil avec des moyens dérisoires mais il y eut 1100 personnes. La « mobilisation » avait été réussie.

Durant la période PSU, Françoise Reboul me précéda à ce poste. En 1981, ce fut Catherine Le Galiot qui m'y succéda. Lorsque Michel Rocard fut nommé ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire lors de l'accession de la gauche au pouvoir, je fus chargée auprès de François Soulage, en tant que conseillère technique, de préparer la politique de développement de l'économie sociale et la création de la délégation interministérielle à l'économie sociale (décembre 1981). Domaine complexe par définition, thématique de la deuxième gauche après l'autogestion, l'ESS fut pour moi de 1981 à 2008 le champ d'expérimentation et d'application des idées rocardiennes en la matière.

Une date, un moment...

Le Congrès de Tours a 100 ans



Voilà une date qui n'a pas fait la une des journaux. Et pourtant c'est un moment décisif de l'histoire de la gauche dont cette année marque le centenaire : le Congrès de Tours (25-30 décembre 1920). Quelques événements ont quand même permis de revenir sur cet événement majeur, notamment une journée d'étude à l'Université Paris-Est Créteil le 10 décembre, mais aussi une série de publications de la Fondation Jean-Jaurès.

Il y a cent ans donc, les cassures de la Première Guerre mondiale qui ont donné lieu à la Révolution russe en octobre 1917 se cristallisent en une scission au sein de la SFIO. La majorité des militants quitte le parti pour fonder la Section française de l'Internationale communiste (SFIC), bientôt connue sous le nom de Parti communiste.

Commence alors une relation complexe entre socialistes et communistes faite d'unions circonstanciées et de débats parfois violents.

Très jeune, Michel Rocard lit les dissidents communistes comme Viktor Kravchenko. Il n'éprouvera donc jamais la fascination de beaucoup des jeunes de gauche de sa génération pour le communisme. Au PSU, il renvoie dos à dos aussi bien la SFIO délégitimée selon lui par l'action de Guy Mollet que le PCF, trop associé au totalitarisme soviétique.

En 1972, il signe *Questions à l'Etat socialiste* qui fait une critique sévère, mais lucide, du modèle soviétique. Il devient dès lors l'objet d'attaques récurrentes du PCF qui l'accuse de dérive droitiste.

Proche des mouvements antitotalitaires dans les années 1970, il s'est rallié à l'Union de la gauche en rejoignant le PS en 1974, mais continue de critiquer la "danse des sept sabres" effectuée par François Mitterrand à l'égard de son partenaire. C'est ce qui amène Michel Rocard à rejeter les propositions jusqu'au-boutistes de révision du programme commun avancées par le PCF en 1977. Pour lui, l'union de la gauche est préférable dans le cadre des institutions de la V^{ème} République, mais elle ne peut se faire à n'importe quel prix. A partir de 1977, il marque clairement son rejet de la stratégie mitterrandienne qui consiste à « être unitaire pour deux ».

Au pouvoir, ses relations avec les communistes resteront compliquées. Le Parti communiste est clairement hostile à la politique qu'il conduit à Matignon. Plusieurs grèves sont lancées par la CGT, notamment à l'automne 1988 dans les transports. Michel Rocard accuse les députés communistes d'utiliser la pression sociale pour négocier en position de force dans les alliances en vue des municipales de 1989 : « *Les aspirations sociales ont droit à mieux qu'à être dévoyées au service d'objectifs tantôt obscurs, tantôt limpides, mais toujours illégitimes. Le parti communiste devra répondre à cet égard aux questions que les usagers ne manqueront pas de se poser.* »

En novembre 1990, les députés communistes vont jusqu'à voter la motion de censure de la droite contre la CSG. Le Premier ministre brocarde cette attitude suicidaire pour la gauche au pouvoir : « *Vous vous apprêtez tout à l'heure à franchir une étape symbolique, quant à l'appel alphabétique des votes, on verra Georges Marchais emboîtant sagement le pas à Raymond Marcellin. Cela pourrait prêter à sourire si ce n'était si triste.* »

Les relations avec les communistes ne sont toutefois pas faites que d'inimitiés. A Conflans, il gouverne depuis 1977 avec les communistes dans une liste d'union. Michel Rocard aura des rapports cordiaux avec les ministres communistes du gouvernement de Pierre Mauroy entre 1981 et 1984.

+ *Publications de la Fondation Jean Jaurès autour du Congrès de Tours*

+ *Journée d'étude sur l'identité socialiste*

Rocard et le Parti communiste français, par Gérard Grunberg



Pour comprendre la relation que Michel Rocard a entretenue avec le parti communiste tout au long de sa carrière politique il convient de distinguer trois périodes principales. La première couvre les années cinquante et soixante jusqu'à 1974, celles de la formation politique et de son action au sein du PSU ; la seconde couvre les années qui ont suivi son adhésion au PS (1974-1981) ; la troisième est celle du gouvernement Rocard (1988-1991).

Une relation décomplexée avec le PCF.

Michel Rocard s'est situé politiquement à gauche d'emblée. Il se rappellera plus tard qu'il ne pouvait satisfaire l'humanisme transmis par sa mère protestante que de cette manière. « Le message égalitaire des écritures ne pouvait pas me laisser indifférent ». Sa découverte du monde ouvrier et ses valeurs humanistes l'orientent vers le socialisme. « Dès lors, j'irais du côté de ceux par lesquels elles [les classes populaires] s'estimaient représentées, vers les partis qui bien ou mal aspiraient à les défendre. » Or, le Parti communiste, à cette époque, est à l'évidence l'organisation qui représente le plus largement la classe ouvrière. Quels que soient les désaccords, nombreux, qu'il entretient d'emblée avec ce parti, ils sont tous deux dans le même camp, celui de la gauche. « Nous savons très bien que la principale force de résistance à un durcissement autoritaire du régime est le PCF » déclare-t-il en 1971. Sa critique violente de Sartre lui permet de relativiser celle du PCF : « je n'incriminerai pas le PCF : l'ennemi c'est J.P. Sartre et ce qu'il symbolise. C'est à dire l'intellectuel vaincu pendant vingt ans qui ne franchit pas le pas, qui est toujours un grand allié du parti de la classe ouvrière, qui ne porte pas de critique et se tait sur les camps de concentration pendant la période stalinienne et qui avale tout sans que jamais sa critique soit positive ; nous faisons l'inverse. Nous sommes du côté des communistes lors de tous les coups durs mais nous ne lui passons rien sur les affaires sérieuses. »

Le PCF n'est pas seulement le grand parti ouvrier, il est le grand parti marxiste. Rocard, membre des étudiants socialistes, a découvert Marx que lui a fait connaître Victor Faÿ. « Il s'est laissé séduire par le marxisme, notamment par les théories économiques de Marx, se souviendra ce dernier ». Il utilisera alors la thèse marxiste de la prééminence de l'infrastructure économique et sociale. Dans la tradition de la SFIO, il se veut un révolutionnaire. La lutte des classes est une évidence. La société socialiste doit succéder à la société capitaliste ; l'appropriation collective des moyens de production doit être réalisée. « Si le parti socialiste rejetait définitivement et le marxisme et le dogme de l'économie dirigée, il mettrait un point final à son évolution et perdrait tout espoir de jamais se rallier la classe ouvrière dont il aura fait don au parti communiste, écrit-il ».

Pour autant, Rocard ne ressentira jamais de proximité à l'égard du parti communiste. Il lui sera toujours étranger. Sa culture est différente. Sa génération n'est pas celle de la résistance mais celle de la guerre froide qui a découvert le totalitarisme stalinien. Contrairement à Léon Blum, il ne plaidera jamais pour la réunification des deux courants de gauche. Il ne souhaitera pas, comme lui, « effacer Tours ». Il a une claire conscience des désaccords profonds qui existent entre eux. Au PSU, il énoncera clairement les deux plus importants : « le premier, c'est le caractère autoritaire ou non du modèle de société socialiste. A ses yeux, le modèle doit rester autoritaire, pour nous non. » ; « le deuxième point de controverse fondamentale, le voici. Des solutions de type socialiste sont-elles actuelles, correspondent-elles à la situation de la société française dans un avenir raisonnable ? Sur ce point nous constatons dans la pratique un comportement que nous qualifierons de conservateur ».

A la différence de nombreux socialistes, Rocard, sûr de ses valeurs et de ses idées, n'a pas de complexe à l'égard du « grand parti de la classe ouvrière ». Comme François Mitterrand, mais dans une vision différente, il conçoit la relation avec le PCF comme un rapport de forces. Quant à son marxisme, s'il lui arrive d'en donner des leçons aux communistes, il ne constitue qu'une part d'un bagage idéologique et intellectuel fort éclectique. N'étant pas sectaire, il est ouvert à de multiples approches, d'autant que chez lui, la théorie, aussi importante soit-elle, ne l'emporte jamais sur les paramètres de l'action. Faire ! cet objectif en fait un héritier de Pierre Mendès-France. Il croit à l'économie. « J'avais, se rappellera-t-il plus tard, une crainte révérencielle devant l'économie. J'avais compris que c'était le cœur de la vie publique. » En 1954, Faÿ le perçoit davantage comme un modéré keynésien que comme un marxiste. Lui-même, interrogé plus tard sur le caractère révolutionnaire du PSU, donne une réponse qui le situe dans la ligne de Jaurès et de Blum : oui, le PSU est révolutionnaire s'il s'agit d'opérer un profond changement des rapports de production, une transformation radicale. Mais non s'il s'agit de déclencher un mouvement insurrectionnel. Il le montrera en mai 1968, étant à la fois en tête du mouvement mais soutenant le préfet Grimaud dans son action et faisant appel à Mendès France. Bref, comme l'écrit Jean-Louis Andreani, Rocard est alors un « révolutionnaire réfléchi ».

Mai 68 marque pour Rocard la rupture avec le PCF dont le PSU devient la bête noire. Lorsqu'en 1971, les négociations entre les deux partis à propos des élections municipales sont rompues, le PCF déclare que le PSU s'enfoncé « dans des positions gauchistes irresponsables ». Rocard ne recherche pas à tout prix un rapprochement avec les communistes qui, comme le souhaite Guy Mollet pour la SFIO, pourrait être obtenu au moyen d'un « dialogue idéologique ». S'il est favorable à des actions communes avec les communistes, il réclame le droit à la différence. Il ne s'agit pas non plus pour lui, comme le voudra François Mitterrand en 1972, de faire un programme commun de gouvernement sans discuter du fond, estimant que ce faisant, le Premier secrétaire du PS consolide le PCF. C'est, selon lui, en affirmant les valeurs socialistes qu'il sera possible de reprendre au PCF la classe ouvrière. Parmi celles-ci figure au premier chef la critique du totalitarisme qui, dans la période 1956-1968, trouve de nombreux points d'application. Il oppose au modèle soviétique le socialisme dans la liberté mais sans le faire au nom de la défense de la social-démocratie qu'il critique, percevant le congrès de Bad-Godesberg comme étant « l'expression parfaite d'un conformisme libéral sans ambition ». Le Rocard du PSU, comme Jaurès et Blum, n'est pas révisionniste.

Au modèle révolutionnaire communiste, Rocard oppose un autre modèle révolutionnaire : l'autogestion. Celle-ci ne pourra être instaurée qu'après la prise du pouvoir par les travailleurs et le renversement de l'état capitaliste ; l'objectif prioritaire demeure l'appropriation collective des moyens de production. « C'est un fait, estime-t-il en 1972, qu'à travers la volonté d'autogestion s'expriment à la fois un refus et un projet :

- un refus, celui de la toute-puissance d'un État que la bourgeoisie a modelé en fonction de ses intérêts, et il est significatif qu'il s'accompagne d'un refus analogue à celui que l'URSS impose à ses travailleurs comme à ceux des démocraties populaires : un État qui en vient, comme naguère en Pologne et surtout en Tchécoslovaquie, à contredire la lutte ouvrière elle-même,
- mais aussi un projet, celui d'une société où les hommes soient capables de prendre en main leurs propres affaires, de prendre eux-mêmes les décisions qui concernent leur travail leur cadre de vie, leurs formations, leurs relations et toute leur vie quotidienne ». C'est sur cette ligne qu'il entend combattre le modèle communiste.

Si le PSU critique fortement, sans toutefois la condamner, la signature du programme commun en 1972, y voyant une perspective de changement politique mais considérant que le texte ne peut « ouvrir la voie au socialisme » et qu'il est « l'expression d'une centralisation étatique largement aggravée », Rocard lui-même se montre un peu plus ouvert que son parti, estimant que son adoption « malgré les importantes réserves qu'appellent le contenu de ce texte et la stratégie qu'il implique, est un fait important. Son existence a une valeur de mobilisation, de mise en mouvement des forces populaires qu'il ne faut pas sous-estimer ». La signature du programme commun va s'avérer une grande victoire stratégique pour François Mitterrand. Une perspective d'arrivée au pouvoir de la gauche se dessine. Rocard, lui n'a jamais conçu les relations avec le PCF en termes stratégiques. Il n'imagine pas ce que serait un gouvernement d'union. Aux élections législatives de 1973, alors que les progrès du PS sont remarquables, obtenant 19%, à deux points du PCF, le PSU obtient 2%. Rocard perd son siège dans les Yvelines. Le PSU a raté le coche et n'a plus de perspectives sérieuses de jouer un rôle de premier plan dans la recomposition de la gauche. A l'élection présidentielle de 1974, Mitterrand, candidat d'union de la gauche dès le premier tour, manque de peu d'être élu au second. La partie est jouée et Rocard a perdu. Mitterrand ayant accepté sa demande d'adhésion au PS, il doit avaler le programme commun et l'union de la gauche.

Rocard, Mitterrand et le Parti communiste.

Les Assises du socialisme permettent au courant rocardien de préserver l'idée d'autogestion en entrant au parti socialiste. Les communistes ne voient pas d'un bon œil cette entrée qui risque de renforcer un parti qui menace de le dépasser électoralement. Mais ils ne savent pas trop par quel côté attaquer ces autogestionnaires entrés au PS qui entendent les tourner sur leur gauche. Ils sont tentés de renouveler leur accusation de gauchisme. Mais en même temps, alors que Rocard vient de publier plusieurs articles sur la crise économique, en octobre 1974 ils choisissent un autre angle d'attaque : « il semble bien que les idées de M. Rocard pour faire face à la crise ne sont pas incompatibles avec les intérêts du grand capital », peut-on lire dans l'Humanité. C'est désormais cet angle qu'ils privilégieront. En 1975, Rocard est nommé secrétaire national du PS au secteur public. Ses interventions dans le domaine économique en font l'ennemi déclaré du PC. Il déclare qu'on ne biaise pas avec l'économie de marché et affirme que « la gauche sera crédible quand le PS sera dominant, ce qui suppose de la part du PC une inflexion doctrinale terrible ».

Dans une période où « l'Union est un combat », ses accrochages avec le PC sont constants sur les questions économiques, notamment sur les nationalisations et le SMIG. Mitterrand l'écarte alors de la renégociation du programme commun. En septembre 1977, celle-ci échoue cependant. Rocard va attaquer alors de plus en plus durement le PC. En novembre, il déclare : « la pensée économique des dirigeants du PC est restée stalinienne.

Les mesures sociales que le PC préconise sont insupportables pour l'économie française. » Georges Frischmann, membre du Comité central du PCF dénonce alors « cet ancien gauchiste devenu social-démocrate d'extrême droite au terme d'une trajectoire étonnamment rapide. »

La même année, au congrès de Nantes, son discours sur les deux cultures ne permet pas seulement à Rocard de se distinguer de la « première gauche » socialiste, elle est également, indirectement, une critique acerbe de la culture communiste. Il convient de rappeler les grandes lignes de cet important discours. « Il y a deux cultures dans la gauche française. [...] La plus typée, qui fut longtemps dominante, est jacobine, centralisatrice, étatique, nationaliste et protectionniste. » « L'autre culture, qui réapparaît dans la gauche française d'aujourd'hui elle est décentralisatrice, elle est régionaliste, elle est libératrice, qu'il s'agisse de majorités dépendantes comme les femmes, ou de minorités mal accueillies dans le corps social : jeunes, immigrés, handicapés. Elle se méfie du règlement, et de l'administration, elle préfère l'autonomie des collectivités de base et l'expérimentation ». « Le risque qui, ici, nous menace est celui de l'étatisation ». Il faut « concevoir les nationalisations comme l'outil privilégié de notre politique industrielle et non pas comme un principe fondamental du socialisme. » « La deuxième question que la gauche au pouvoir doit résoudre est celle du risque et de la sanction économique. Il faut appeler un chat un chat. Toutes les expériences à vocation socialiste qui ont fait disparaître le risque et la sanction économique ont été conduites à construire des modèles de développement bureaucratiques ». Suit une défense de l'économie de marché. En quelques phrases, c'est feu le programme commun que Rocard enterre ici une seconde fois.

Le 19 mars 1978, au soir du second tour des élections législatives, qui voient la défaite de la gauche mais qui s'accompagnent cependant pour la première fois depuis 1936 d'un dépassement du PCF par le PS, le sabotage de la campagne de la gauche par les communistes libère définitivement Rocard de toute retenue dans ses attaques. « Alors pourquoi cette défaite aujourd'hui ? Une seule raison, la gauche n'a pas marché du même pas face au bloc des intérêts unis. Nos camarades communistes voulaient une victoire qui fût d'abord la leur. Ils ont pris là une terrible responsabilité devant l'Histoire et devant les travailleurs. » Le 27 mars, il déclare au Nouvel Observateur que « la nouvelle union de la gauche devra assurer la convergence entre deux projets de société bien typés. Il ne faut plus que les facultés d'imagination et d'invention du PS soient indéfiniment stérilisées par un document programmatique détaillé ». Le 29 avril, devant la Convention nationale du parti, il déclare : « Nous ne ramènerons pas le PC à la stratégie de l'union par une confiance aujourd'hui bien difficile à reconstruire et encore moins par des concessions ». « La défensive qui consisterait à revenir à la pratique de simples accords électoraux consoliderait durablement l'hégémonie politique et sociale du PC sur la gauche. Il nous faut au contraire développer un parti capable d'engendrer un type d'unité dynamique et conflictuelle entraînant l'union des forces populaires ». Le même mois, il déclare : « la réalité du parti communiste français c'est finalement qu'il ne sert à rien. » En octobre 1979, au Congrès de Metz, Mitterrand l'emporte. L'union reste à l'ordre du jour. Il faut alors être unitaire pour deux. Le 28 novembre Rocard plaide à nouveau pour la clarté dans les alliances et affirme que les deux projets ne sont pas de même nature : « l'union de la gauche, c'est le rassemblement au second tour sur un des deux projets ». Une union réduite aux acquêts... électoraux en quelque sorte.

En 1981, Mitterrand, à nouveau le candidat du parti, est élu. Le PCF subit une véritable défaite. Le gouvernement de Pierre Mauroy comprend quatre ministres communistes. Rocard est marginalisé au sein du nouveau gouvernement. En 1984, lorsque Laurent Fabius succède à Pierre Mauroy à Matignon, le PCF décide de cesser sa participation. Le 6 avril 1985, Rocard décide de démissionner du gouvernement. A la veille de sa démission il a déclaré que le PS devrait définir un pacte démocratique sans s'arrêter aux « clivages d'hier. » « Un pacte qui isole ses extrémistes et refuse avec eux tout compromis ». De son côté, le PCF a rejeté la stratégie d'union. Aux élections de mars 1986, le déclin communiste se poursuit. Rocard écrit : « le PC a manqué. Sa politique sectaire irréaliste l'a conduit à quitter la cour des grands pour se cantonner aux côtés de M. Le Pen dans celle des moyens. Par la défection de son électorat, le PC ramène la gauche à l'un de ses plus bas scores d'ensemble. On ne peut plus compter sur lui, et c'est donc au parti socialiste d'occuper le terrain de la gauche. » En 1988, François Mitterrand est réélu. Rocard est nommé premier ministre. Une nouvelle période s'ouvre.

Le gouvernement Rocard et les communistes.

Les élections législatives n'ont pas donné une majorité absolue aux socialistes. L'ouverture au centre évoquée par le président et son premier ministre, et dont, en réalité, ils ne veulent ni l'un ni l'autre, ne peut constituer un véritable retournement stratégique. Le PCF, malgré son effondrement (7%), demeure donc un appoint indispensable. Les communistes déclarent qu'ils ne peuvent faire partie de la majorité gouvernementale. Le premier ministre devra donc rechercher, tantôt à droite, tantôt à gauche, les votes indispensables à l'Assemblée pour s'assurer une majorité. Il ne peut donc pas rompre complètement avec le PCF. Ses relations avec Georges Marchais n'en sont pas moins exécrables. Le PCF hésite un certain temps à voter les motions de censure déposées par la droite et le centre, mais, le 19 novembre 1990, alors que l'une et l'autre ont déposé une nouvelle motion de censure, cette

fois sur le projet de CSG, le député communiste Georges Hage déclare : « Aujourd'hui, le choix entre la droite et la gauche ne s'identifie pas au choix pour ou contre le gouvernement ». Rocard lui répond : « Qu'avez-vous fait de ces soixante-dix ans ? Beaucoup pour freiner les mieux, au nom de l'exigence du bien, mais bien peu au regard des espoirs que vous avez voulu incarner ». A quelques voix près, la motion de censure n'est pas votée, mais, pour la première fois, les communistes ont censuré un gouvernement socialiste. Rocard quitte Matignon le 15 mai 1991. En février 1993, quelques semaines avant de devenir premier secrétaire du PS, Il lance son appel à « un big-bang politique en proposant de « bâtir, dès les législatives passées, un mouvement » socialiste ouvert aux écologistes, aux centristes et aux communistes rénovateurs. » Dans ce nouveau projet il n'y a pas place pour le Parti communiste. Rocard a définitivement largué les amarres de l'union de la gauche.

[S'ABONNER](#)

[MODIFIER VOTRE ABONNEMENT](#)

[CONSULTER LES NUMÉROS PRÉCÉDENTS](#)

[SE DÉSINSCRIRE](#)

Convictions est édité par l'Association MichelRocard.org. Directeur de la publication : Pierre Pringuet. Conception, réalisation et routage : APHANIA. Copyright : MichelRocard.org. Tous droits réservés. Conformément à la loi 2004-801 du 6 août 2004, modifiant la loi 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant. Pour l'exercer, adressez-vous à Association MichelRocard.org (12 Cité Malesherbes - 75009 Paris) ou écrivez à contact-asso-michelrocard@alyas.aphania.com